

Rapport moral et d'orientation de Pascal MARTENS

Mesdames et Messieurs les élus, mes chers collègues et amis, chers partenaires,

C'est avec un grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui dans la salle Edgar FAURE du Conseil Régional de BFC, et je tiens à remercier chaleureusement Christian MOREL et toute l'équipe du Conseil Régional d'avoir accepté de la mettre à notre disposition. J'espère que cela donnera l'occasion aux élus et à nous-mêmes de mieux nous connaître, de découvrir et d'apprécier nos actions respectives, car elles sont toutes tournées vers l'intérêt collectif.

J'aurais souhaité poursuivre mon rapport sur un ton de félicité, en me réjouissant avec vous de la sortie progressive de la crise sanitaire COVID et de l'avancée de nos dossiers sanitaires. Notamment avec la mise en place de la LSA axée sur la prévention chère à nos valeurs, l'avancée de l'éradication de l'IBR et de la BVD, la consolidation de notre fonctionnement régional, et en particulier notre PSE partenarial avec les vétérinaires. Hélas, je fais le constat amer que chacun de nos dossiers rencontre un ou plusieurs grains de sable qui l'empêchent d'avancer et vont peut-être l'arrêter. Mon désarroi est d'autant plus profond quand je vois que tous ces grains de sable tombent de la même poche, à savoir celle de la DGAL. Je tiens à faire la distinction entre ses services déconcentrés, acteurs du quotidien avec lesquels nous échangeons et collaborons régulièrement avec une réelle écoute mutuelle, et ses responsables nationaux qui semblent hélas bien coupés des réalités du terrain.

J'illustrerai mes propos avec quelques exemples factuels.

L'informatique ou comment perdre des millions

L'informatique est devenu de nos jours le pilier de la gestion du sanitaire et la qualité des outils employés est déterminante pour la qualité du suivi sanitaire et son efficacité. Depuis plusieurs années, la mort de SIGAL nous est annoncée sans perspective claire pour sa suite, et le moindre développement devient ubuesque par manque de compétences disponibles. Depuis 2 ans, RESYTAL est devenu un enfer pour ses utilisateurs, et on n'apporte aucune réponse concrète à leur détresse, ni même de compensation financière. Le logiciel OBSERVATION, qui aurait dû apporter une aide précieuse dans la gestion de la tuberculose est un fiasco par manque de consultation de l'ensemble des utilisateurs. Comment comprendre cette situation quand on sait que, parallèlement, le projet CALYPSO, estimé à plus de 8 millions d'Euros, va permettre à l'administration de mieux communiquer avec la profession vétérinaire ? Est-ce un problème de moyens ou un choix stratégique ? J'aimerais y voir plus clair sur les orientations de l'Etat dans ce domaine. En attendant, les GDS et OVS délégués sont obligés de trouver des solutions par eux-mêmes, sans visibilité sur l'avenir et le plus souvent à la charge des éleveurs. On ne peut pas construire une stratégie viable et fiable dans un tel environnement, et je déplore le gâchis des moyens consacrés à ce volet. Il serait utile qu'un audit soit réalisé sur la pertinence des investissements réalisés.

Le PSE ou comment passer du gagnant-gagnant au perdant-perdant

Depuis 2019, la DGAL remet en cause notre fonctionnement de 40 ans, revu tous les 5 ans par la Commission Régionale de la Pharmacie Vétérinaire, sur la base d'une nouvelle interprétation rédigée en 2017 d'un texte réglementaire datant des années 2000. Et depuis, croyez-moi, nous avons remué ciel et terre pour défendre ce dispositif qui, de l'avis de tous ceux que nous avons rencontrés, est vertueux, car il défend un usage raisonné du médicament vétérinaire et il consolide la relation entre l'éleveur et son vétérinaire traitant. Plus de 90 vétérinaires de Bourgogne ont signé une pétition pour défendre son maintien, tous les sénateurs et élus que nous avons rencontrés et que je tiens à remercier ici, nous ont soutenus auprès du ministre. Mais rien n'y fait, une instruction ministérielle est plus légitime et inamovible qu'un représentant de la nation. Dormez tranquilles, la bureaucratie veille sur nous ! Là aussi je voudrais comprendre pourquoi l'Etat s'échine d'un côté à casser un dispositif gagnant-gagnant qui contribue au maintien du maillage vétérinaire en encourageant les relations éleveur-vétérinaire et de l'autre côté cherche à trouver des solutions, parfois fumeuses ou coûteuses, pour maintenir ce même maillage. Eleveurs et vétérinaires ruraux sont dans le même bateau, pour ne pas dire la même galère, et c'est ensemble qu'ils trouveront les solutions, qui doivent être plurielles et adaptées à la diversité de nos territoires et de leurs productions. Notre PSE en fait partie ! Il est l'exemple d'un emploi raisonné et encadré du médicament vétérinaire dans l'intérêt partagé des éleveurs, des vétérinaires et finalement de l'environnement. Par le plan ECO ANTIBIO mené conjointement par les vétérinaires et les éleveurs, en diminuant de 50% l'utilisation des antibiotiques, les premiers gagnants sont la santé publique et l'environnement. Résultat à comparer avec les pays où le découplage de la prescription et de la vente est imposé !!!

La BVD ou comment transformer de l'or en plomb

Cette nouvelle prophylaxie, portée par les éleveurs, a de quoi faire pâlir de jalousie tous les technocrates de la santé publique qui tentent d'imposer la vaccination COVID : plus de 95% des veaux dépistés dans l'année qui a suivi la généralisation du dépistage ! Ce bel exemple illustre la capacité des éleveurs et de leurs GDS à se mobiliser, mais aussi la réussite d'une coopération avec les autres acteurs : ce succès n'aurait pas été possible sans l'implication des vétérinaires auprès des éleveurs, l'adaptation des laboratoires aux volumes d'analyses à réaliser et la volonté de l'administration qui a pris et soutenu l'arrêté ministériel pour généraliser le dépistage. Je les remercie pour leur engagement dans ce plan. Même certains opérateurs commerciaux ont accompagné le mouvement en refusant les animaux non garantis non IPI. Toutes les clés de ce succès collectif sont dans nos mains, et là, patatras, la DGAL fait halte au milieu du gué et renonce à aller au bout de son engagement. La prophylaxie reste obligatoire mais le contrôle des mouvements attendra qu'il soit possible de mettre en place un Programme Sanitaire d'Intérêt Collectif (PSIC pour les intimes !). Evidemment ce sera quelques années de retard pour l'avancée de l'éradication et l'investissement engagé par les éleveurs depuis des années pour certains prend un sérieux coup dans l'aile. Comment transformer de l'or en plomb ? Manifestement certains ont trouvé la recette... Où est l'intérêt de la santé animale, des éleveurs, des exportations, du pays, dans une telle décision ? Je reste perplexe...

La FCO ou comment « refourguer la patate chaude ».

Les règles de la surveillance de la FCO ont été modifiées par la LSA. La DGAL a profité de ce changement pour se délester de cette charge opérationnelle et financière auprès des OVS sans

aucune concertation. Elle estime que cette charge incombera désormais à la filière et menace même d'interrompre les certifications à l'export si celle-ci ne l'assume pas. Si GDS France a accepté le principe d'assurer le travail de surveillance, il l'a conditionné à la mise en place d'une solution de financement, estimant la charge à près de 500 000 € pour la ferme France. A ce jour, pas de réponse formelle, les discussions se poursuivent avec la profession. Cet exemple illustre, malheureusement une fois de plus, l'absence de concertation avec les acteurs et parfois le peu de considération à leur égard. Dans un système vraiment partenarial, chaque partenaire doit être consulté et pris en considération dans ses besoins et ses capacités. Il me semble que ce devrait être l'état d'esprit général des délégations, qui, heureusement, s'appuient encore sur des conventions que chacun reste libre de signer ou non.

L'IBR ou comment toucher le fond

La LSA était un enjeu majeur pour l'IBR en France. En effet, il fallait faire reconnaître le programme français par l'Union Européenne pour pouvoir bénéficier des dispositions de la LSA dans la surveillance et les échanges. C'étaient plus de 200 millions d'Euros qui étaient en jeu pour l'élevage français. Grâce à la coopération, animée par GDS France, des OPA et de la DGAL au niveau national, la France a su faire reconnaître son programme. Belle réussite, qui illustre le pouvoir de la coopération, il n'y avait plus qu'à la décliner sur le plan opérationnel pour faire bénéficier aux éleveurs assainis du fruit de leur travail et renforcer la surveillance dans les élevages non qualifiés. Les délais étaient courts mais la volonté était là et tous les textes (projet d'arrêté, cahier des charges, instructions) étaient prêts au début de l'été pour espérer une mise en œuvre pour le début de campagne 2021-2022. Par je ne sais quel maléfice, le texte a attendu le 8 novembre pour être signé, laissant tous les acteurs de terrain en plein désarroi face à la campagne qui démarre, sans parler de l'outil informatique SIGAL qui n'est toujours pas opérationnel. Certains départements motivés par les évolutions de la LSA vont l'appliquer, d'autres moins motivés en profitent pour y renoncer, et certains prendront les mesures qui les intéressent. Bel exemple d'une cacophonie engendrée par un chef d'orchestre qui ne sait pas, ou qui ne veut pas, tenir sa baguette ! On ne s'étonnera pas de voir un ordre républicain bien malmené dans un tel contexte. Là aussi je m'interroge sur les raisons d'un tel désordre.

Tous ces dossiers sont difficiles à vivre pour les acteurs de terrain, et j'inclus tous nos partenaires du quotidien que sont les vétérinaires, les laboratoires et les DDETSPP. Dans un tel climat d'insécurité, qui se conjugue à l'insécurité économique générale et particulière de certaines filières d'élevage, il est compliqué de construire la confiance indispensable pour mener un véritable travail collectif. Ce n'est pourtant qu'ensemble que nous parviendrons à surmonter les obstacles. Cela suppose de privilégier l'intérêt collectif à l'intérêt individuel et ce n'est pas toujours facile. Je dis souvent à mes collègues parisiens : « Ne me demandez pas de choisir entre ma région et Paris, car je défendrai d'abord ma région ». Cela implique de rechercher en permanence un consensus entre les intérêts des uns et des autres, ce n'est pas facile, j'en conviens, mais c'est indispensable, tout comme l'engagement professionnel au service de la collectivité. Je citerai un exemple : la France est le seul pays qui pratique les analyses de mélanges de sérums qui ont été défendues par nos prédécesseurs, alors que les autres pays ne pratiquent que des analyses individuelles. Vous imaginez bien que le coût n'est pas le même...

Certains d'entre vous trouveront sans doute mon réquisitoire un peu trop à charge, mais vous connaissez mon optimisme et mon goût pour le dialogue. Je rêve simplement que celui-ci existe à tous les étages de notre pays. Dans notre région, même si nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout entre partenaires, nous nous respectons et essayons de trouver des solutions dans l'intérêt commun, car nous sommes tous sur le même bateau et la même planète. J'invite nos responsables nationaux, et j'en fais partie, à faire de même. La confrontation des idées et des solutions est une richesse qu'il faut cultiver pour faire fructifier le bien commun. De nombreux défis nous attendent, et des chantiers comme la biosécurité, la formation des éleveurs, le concept « Une seule santé », les filières dites courtes, mais aussi le maillage vétérinaire, comme je l'évoquais tout à l'heure, sont à engager ou à consolider. Le plan d'actions qui se met en place autour de la Tuberculose bovine en Côte d'Or, mené avec l'appui des acteurs régionaux, illustre bien ce que peut être un programme partagé, et je m'en réjouis.

Ces chantiers concernent toutes nos sections, comme vous l'avez vu dans leur rapport d'activités. Si j'ai évoqué des dossiers majoritairement bovins, je ne voudrais pas oublier leur travail et je constate avec une certaine satisfaction leurs avancées, même si la crise COVID a retardé certaines échéances. En tout cas, je me félicite de l'état d'esprit qui règne dans nos conseils d'administration où chacun est à l'écoute des problèmes des autres. Je profite de notre présence au Conseil Régional pour souligner l'importance du travail d'animation des nouvelles sections qui se montent. Réunir les éleveurs et les acteurs sanitaires à l'échelle de la région n'est pas toujours aisé dans des filières moins structurées et nécessite du temps pour installer la confiance qui permettra de construire des projets ensemble. Ce temps d'animation, c'est bien sûr de l'argent, mais c'est avant tout un investissement à moyen ou long terme. Je sais que les collectivités rechignent souvent à financer cet investissement, mais je les invite à y réfléchir pour construire une région composée de femmes et d'hommes qui se connaissent et aspirent à travailler ensemble. « Quand je pense à toi, je pense à moi » disait Coluche pour ses restos du cœur. Il me semble que cette devise vaut aussi pour le sanitaire.

Je voudrais remercier tous nos partenaires, en commençant par le Conseil Régional pour son soutien financier que j'espère voir durer, la DRAAF et le SRAL, l'OVVT et les Laboratoires qui sont nos partenaires quotidiens. La cellule régionale qui réunit une fois par mois ces partenaires est l'illustration de notre bonne entente, même si nous pouvons avoir des divergences de vues. Cette coopération est saluée à chacun de nos audits et je souhaite qu'elle s'enrichisse. Je remercie aussi tous les sénateurs et élus qui se sont mobilisés pour défendre notre PSE, ainsi que toutes les OPA de BFC qui nous font confiance et sur lesquelles je sais pouvoir compter.

Bien sûr je remercie tous les membres de GDS BFC, les GDS et les GDSA ainsi que toutes leurs équipes et celle des salariés de GDS BFC.

Pour vous montrer mon optimisme récurrent, je termine avec la citation d'Henri FORD : « Lorsque tout semble aller contre vous, souvenez-vous que les avions décollent toujours face au vent! ».

Merci de votre attention

Pascal MARTENS